



République Française  
Liberté - Égalité - Fraternité

## VILLE DE PIERREFITTE SUR SEINE

### ARRETE TEMPORAIRE 2024-529

portant réglementation du stationnement et de la circulation

#### AVENUE NUNGESSER ET COLI ET AVENUE EMILE ZOLA 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE

#### LE MAIRE,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code pénal

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-9

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**VU** la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la communauté d'agglomération Plaine commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, mais sans qu'il y ait transfert des pouvoirs de police du Maire

**CONSIDÉRANT** que la VILLE DE PIERREFITTE 2 place de la Libération 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE, va procéder à l'organisation de la fête nationale et du bal des pompiers, AVENUE NUNGESSER ET COLI ET AVENUE EMILE ZOLA 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE, du 13 juillet 2024 au 14 juillet 2024 inclus, et qu'il est nécessaire d'arrêter la réglementation temporaire appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité publique des usagers.

### ARRETE

#### Article 1

À compter du 13/07/2024 et jusqu'au 14/07/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent AVENUE NUNGESSER ET COLI ET AVENUE EMILE ZOLA 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE :

- **La circulation des véhicules est interdite et déclarée comme gênante, sur la rue Nungesser et Coli entre la rue d'Amiens et la rue Anatole France et sur l'avenue Emile Zola entre la rue d'Amiens et Villa du Nord.** Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement (dûment identifiés), véhicules de police et véhicules de secours.
- **L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits et déclarés comme gênants, sur la rue Nungesser et Coli entre la rue d'Amiens et la rue Anatole France.** Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement (dûment identifiés), véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect de ces dispositions est passible de mise en fourrière immédiate, conformément aux articles du Code la Route et notamment de l'Article R417-10 du Code de la Route.

L'accès des véhicules et des piétons aux propriétés riveraines sera maintenu en permanence par des moyens adaptés.

## **Article 2 : Signalisation et sécurisation**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par le demandeur pendant toute la durée de l'évènement.

**Cet arrêté doit être affiché 48 heures avant le début de l'évènement par le demandeur.**

Il est révoquant à tout moment.

Toutes les mesures devront être prises pour protéger les usagers du domaine public.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'évènement ou de l'installation de ses biens mobiliers.

## **Article 3 - Autres obligations administratives**

Cet arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public pour les installations en surplomb, sur ou sous le domaine public. Le bénéficiaire devra en faire la demande indépendamment le cas échéant.

De même, le bénéficiaire doit laisser l'accès, par quelque moyen que ce soit, aux installations de sécurité et de protection civile.

## **Article 4 - Responsabilité**

Si le technicien du service Voirie de Plaine commune, constatait un manquement au niveau de la sécurité ou de la propreté de l'espace occupé par son activité ou de ses proches alentours, ce dernier pourra intervenir pour faire stopper immédiatement le déroulement de l'évènement jusqu'à mise en conformité.

De même, dans le cas où le bénéficiaire ne respecterait pas les prescriptions techniques définies précédemment ou pour tout dégât occasionné au domaine public, le demandeur sera mis en demeure de remédier aux dégradations, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge de l'entreprise. Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès verbal et les contrevenants pourront être poursuivis conformément à la loi.

## **Article 5 - Recours**

Le présent arrêté est opposable aux tiers dès sa publication.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, il pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

## **Article 6 - Diffusion**

Ampliation sera adressée à :

VILLE DE PIERREFITTE ainsi qu'à tous les agents de la force publique, chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Pierrefitte-sur-Seine, le 27 juin 2024

**Michel FOURCADE**

**Le Maire**

